

# Chiffres et actus 2017 Child Focus-Exploitation sexuelle des mineurs

## ENFANTS SEXUELLEMENT EXPLOITES

Child Focus met tout en œuvre pour protéger au mieux les enfants, tant hors ligne qu'en ligne, et prévenir ainsi l'exploitation sexuelle. Depuis 2014, Child Focus se concentre sur les formes d'exploitation sexuelle de mineurs suivantes : [la prostitution de mineurs](#), la réalisation, la diffusion et la possession d'images d'abus sexuels de mineurs ([pédopornographie](#)), le [tourisme sexuel](#) impliquant des mineurs ainsi que toutes les formes d'exploitation sexuelle en ligne.

L'année dernière, tout comme en 2016, Child Focus a poursuivi la lutte contre tous ces phénomènes, et a surtout axé ses actions stratégiques et opérationnelles sur la lutte contre la diffusion en ligne d'images d'abus sexuels de mineurs et sur la prostitution des adolescents.

Par ailleurs, Child Focus est restée particulièrement active, tant au niveau préventif qu'au niveau opérationnel, dans la lutte contre les phénomènes d'exploitation sexuelle en ligne, et plus particulièrement le [grooming](#), la [sextortion](#) et le [sexting](#) problématique. Le rôle et la valeur ajoutée de Child Focus sont plus clairs que jamais dans ce domaine, étant donné que la visibilité de notre organisation n'a jamais été aussi grande et que notre expertise auprès des citoyens, de la police, de la justice, des services d'aide et des décideurs politiques est désormais reconnue de tous.

Nos conseillers recueillent les témoignages avec empathie, tentent d'en estimer la gravité et sondent les besoins des demandeurs d'aide, des victimes et de leur entourage. Ils informent les personnes des possibilités d'aide ou des procédures judiciaires et les réorientent si nécessaire vers les services ou organisations spécialisés. La priorité de Child Focus est la sécurité des victimes présumées ou de potentielles autres victimes mineures. Nous travaillons en étroite collaboration avec la police dans les cas d'exploitation sexuelle de mineurs afin de protéger par tous les moyens possibles leur intégrité physique et sexuelle.

## Prostitution de mineurs : une réalité sous-estimée

En 2017, Child Focus a continué à lutter contre l'exploitation de mineurs dans la prostitution en Belgique. Malheureusement, nombreux sont ceux qui pensent encore aujourd'hui que ce problème est une réalité lointaine. Mais rien n'est moins vrai. En 2016, au moment où le phénomène des proxénètes d'ados atteignait son plus haut niveau d'attention médiatique, Child Focus a reçu 60 signalements de prostitution enfantine. En 2017, Child Focus a ouvert 42 nouveaux dossiers relatifs à des mineurs tombés dans la prostitution. Parmi ces 42 dossiers, 22 concernaient des victimes effectives et 20 concernaient des mineurs pour lesquels il existe de sérieux indices laissant présumer qu'ils sont tombés dans la prostitution. Il importe ici de signaler que Child Focus peut rarement qualifier un dossier d'effectif parce

qu'elle est rarement au courant de l'issue de l'enquête judiciaire en raison du secret de l'instruction. Par conséquent, les cas de fortes présomptions ne sont pas souvent confirmés.

Il importe également de noter que le nombre de 42 constitue seulement une indication du nombre de **nouvelles** victimes effectives ou présumées. Nous savons que les mineurs exploités dans la prostitution sont en réalité beaucoup plus nombreux. Premièrement, le nombre de dossiers qui arrivent chez Child Focus ne représentent que la partie émergée de l'iceberg. Deuxièmement, il faut souligner que le travail entamé dans une bonne partie des dossiers de prostitution de mineurs ouverts en 2016 et même en 2015 a dû être poursuivi en 2017 parce que les mineurs en question circulaient toujours dans des réseaux de proxénètes.

Dans la majorité des cas, les victimes avaient entre 14 et 16 ans. Sur 40 des 42 cas, la victime était une fille. Dans 17 cas, il y avait un lien entre l'aspect prostitution et un dossier de fugue. Dans l'immense majorité des cas, ces dossiers de prostitution arrivent d'ailleurs chez Child Focus parce que la victime a fugué.

[Stopproxenetes-ados.be](http://Stopproxenetes-ados.be) : « Ne te laisse pas avoir ! »



En 2014, nous avons reçu pour la première fois chez Child Focus des signalements concernant les personnes qui étaient alors appelées les « loverboys ». Depuis 2015, nous parlons de proxénètes d'ados car une de nos études a démontré que ce terme correspond mieux à la réalité. Les proxénètes d'ados sont des trafiquants d'êtres humains qui rendent les adolescents dépendants afin de les exploiter ensuite dans la prostitution – ils utilisent pour ce faire le mensonge, la contrainte, la violence physique et psychologique ou abusent de la vulnérabilité de leurs victimes. Child Focus a réalisé en 2015 une étude inédite sur la question, à l'issue de laquelle elle a conclu que ce phénomène est en progression et nécessite d'urgence la mise en place de solutions. La lutte contre ce phénomène était également une priorité de Child Focus en 2017. En janvier, nous avons lancé le site [stoptienerpooiers.be](http://stoptienerpooiers.be) et une

campagne de sensibilisation afin de faire connaître le problème auprès d'un public le plus large possible. Le site traduit en français a vu le jour au printemps : [stopproxenetes-ados.be](http://stopproxenetes-ados.be).

### **Des filles prisent au piège**

En 2016, Child Focus a ouvert 37 dossiers relatifs à des victimes de proxénètes d'ados. En 2017, le nombre de dossiers s'élevait à 28. À cet égard, il convient de noter qu'en 2017, nous avons poursuivi le travail dans 11 dossiers de proxénètes d'ados ouverts en 2015 et en 2016. Ceci confirme hélas une triste réalité : les filles victimes de proxénètes d'ados restent souvent prises au piège dans leurs filets pendant des années et il est extrêmement difficile de les sauver des griffes des proxénètes. Dans la plupart des cas, les jeunes filles concernées bénéficient déjà de l'aide à la jeunesse et sont confrontées à de nombreux problèmes, qui les rendent d'autant plus vulnérables et en font des proies faciles pour les proxénètes d'ados. Le principal message répété inlassablement par Child Focus est celui-ci : ces jeunes filles doivent toujours être considérées comme des victimes d'exploitation sexuelle, quel que soit le contenu de leur casier judiciaire si elles en ont un et quels que soient les problèmes auxquels elles sont confrontées. Les considérer uniquement comme des jeunes en difficulté, ce qui est malheureusement beaucoup trop souvent le cas aujourd'hui, témoigne d'une incompréhension totale de la réalité extrêmement compliquée dans laquelle ces jeunes filles se trouvent.

### **Une aide lacunaire**

Dans le cadre de tels dossiers, les conseillers spécialisés de Child Focus tentent de s'assurer que les victimes sont en sécurité et les redirigent au plus vite vers le service qui pourra leur offrir l'aide adéquate. Dans ce contexte, les lacunes signalées en 2015 sont toujours d'actualité : trop peu de succès dans l'identification des victimes et des auteurs ainsi que dans la poursuite de ces derniers, absence de lieux adaptés aux besoins spécifiques des victimes... Nous devons dès lors redoubler d'attention dans le cadre de ce phénomène. L'année prochaine, Child Focus continuera d'ailleurs à tout mettre en œuvre pour lutter contre cette forme particulièrement odieuse d'abus sexuels de mineurs et fournir aux victimes les soins et l'encadrement dont elles ont besoin.

## **Images d'abus sexuels d'enfants (pédopornographie) : [stopchildporno.be](http://stopchildporno.be) est devenu pleinement opérationnel**

[Stopchildporno.be](http://stopchildporno.be) est le point de contact civil en ligne de Child Focus qui permet aux citoyens de signaler des images d'abus sexuels sur mineurs découvertes en ligne.

Depuis quelques années, une bonne part du travail stratégique de Child Focus visait à rendre ce point de contact civil pleinement opérationnel. La Fondation souhaitait traiter elle-même ces signalements, c'est-à-dire : contrôler s'il s'agit bien de pornographie infantile et, si c'est le cas, découvrir l'origine des images. À l'instar des points de contact à l'étranger, Child Focus souhaitait également pouvoir transmettre immédiatement à la Police fédérale tous les signalements de matériel punissable hébergé en Belgique et transférer les autres signalements au pays d'où proviennent les images. L'organisation est en effet membre du réseau international [INHOPE](http://inhope.org), qui regroupe les points de contact civils de 52 pays. Les membres de ce réseau échangent des informations, leur expertise et des signalements. Cette

collaboration a pour but d'assurer le retrait le plus rapide possible des images d'abus en ligne partout dans le monde, afin d'éviter que la personne se sente à nouveau victime d'abus sexuels chaque fois que quelqu'un regarde les images.

## **Victoire !**

Child focus a entre-temps accompli d'importants progrès dans ce lobbying puisque la Fondation est enfin devenue pleinement opérationnelle en 2017. Petit rappel chronologique : en mai 2016, une loi accordait enfin à Child Focus l'autorisation de traiter ces signalements. En novembre 2016, nous avons obtenu la reconnaissance officielle. En juillet 2017, l'accord de coopération a été signé avec la police et la justice, marquant ainsi la dernière étape d'un processus politique intensif. Nos activités ont commencé en septembre. Concrètement, depuis septembre 2017, des collaborateurs dûment formés de Child Focus analysent le contenu et l'origine des images signalées par les citoyens.

Tout au long de l'année, Child Focus a reçu 746 signalements. En 2016, elle en avait reçu 781. L'analyse approfondie de ces signalements est prématurée étant donné que Child Focus n'a commencé à analyser les images qu'à partir de septembre, avec une phase de test de deux mois.

## **Regarder est punissable**

En 2017, 35 dossiers de pédopornographie ont été transmis à Child Focus via le numéro d'urgence 116000. Dans la plupart des cas, le signalement provenait d'un partenaire, d'une connaissance ou d'un membre de la famille d'un individu collectant des images pédopornographiques sur son ordinateur ou soupçonné de consulter de telles images. L'appelant contacte Child Focus pour exprimer son inquiétude ou obtenir des conseils sur les démarches à entreprendre. Face à des dossiers de ce genre, Child Focus estime que sa mission consiste à faire comprendre à l'appelant que regarder ou collecter des images à caractère pédopornographique est une infraction grave. Derrière chaque photo, il y a en effet un enfant qui a été abusé sexuellement et regarder ces images constitue à chaque fois un nouvel abus.

## **Ligne d'aide pour les personnes ayant des tendances pédophiles**

Dans cette optique, les appelants doivent être redirigés vers [Stop It Now](#), une ligne d'aide anonyme pour les personnes ayant des tendances pédophiles. Child Focus apporte son soutien total à cette initiative néerlandophone opérationnelle depuis mai 2017, parce que la prévention commence, selon nous, auprès des auteurs potentiels. Du côté francophone, la collaboration s'effectue actuellement avec l'Équipe EPCP – Évaluation et Prise en Charge des Paraphilies du Centre Hospitalier Universitaire de Charleroi. Aider une personne ayant des tendances pédophiles constitue pour Child Focus l'expression la plus pure de la prévention des abus sexuels d'enfants.

## **Offrir une voix aux victimes**

Child Focus s'est constituée partie civile dans 2 dossiers de pédopornographie. Nos avocats s'investissent pleinement pour offrir une voix aux dizaines, voire aux centaines de victimes non identifiées qui apparaissent sur les innombrables images à caractère pédopornographique découvertes chez certains auteurs. Child Focus entend ainsi sensibiliser le grand public à la gravité du phénomène.

## **Tourisme sexuel impliquant des enfants : indispensable collaboration**

Le tourisme sexuel impliquant des enfants est une forme d'exploitation sexuelle d'enfants où un individu en voyage à l'étranger a des rapports sexuels avec un enfant, souvent contre paiement ou une autre forme de rétribution.

Child Focus est active au sein du groupe de travail « Stop à la Prostitution Infantile », coordonné par [ECPAT](#) Belgique (End Child Prostitution, Child Pornography and Trafficking of Children for sexual purposes). D'autres acteurs, comme la Police fédérale, la SNCB, le SPF Affaires étrangères et le Service de la Politique criminelle, sont également membres de ce groupe. À travers ce dernier, Child Focus soutient, entre autres, des campagnes de sensibilisation communes. Dès que nous recevons un signalement en matière de tourisme sexuel impliquant des enfants, nous le transférons à ECPAT Belgique. En 2017, nous n'en avons reçu qu'un seul.

## **SECURITE EN LIGNE**

### **Notre ligne d'aide pour un Internet plus sûr a la cote !**

Child Focus propose aussi une ligne d'aide accessible à toute personne ayant une question ou un problème concernant l'utilisation d'Internet par les mineurs. Cette ligne peut être contactée via notre numéro d'urgence, le 116 000. Des conseillers spécialisés écoutent, cherchent des solutions, prêtent une oreille attentive ou donnent des conseils.

En 2017, Child Focus a ouvert 386 dossiers (371 en 2016) portant sur la sécurité en ligne (aussi appelés dossiers « e-safety »).

Les parents (et en particulier les mamans) restent les principaux utilisateurs de la ligne d'aide (48 % des dossiers), tandis que le mineur concerné appelle dans 12 % des cas. Le nombre d'enfants ou d'adolescents ayant contacté la ligne d'aide est comparable à l'année dernière, avec une légère hausse de 2 %.

### **Atteintes à l'intégrité sexuelle des enfants : plus de la moitié des dossiers de notre ligne d'aide**

Sur les 386 dossiers, 217 - soit 56 % - concernaient une atteinte (potentielle) à l'intégrité sexuelle d'enfants. Il s'agissait de grooming (43 dossiers), de sexting (135 dossiers) ou de sextortion (39 dossiers). Ces phénomènes font l'objet de toute notre attention.

### **Grooming : souvent des adolescentes de moins de 15 ans**

43 dossiers de grooming ont été ouverts, ce qui représente une légère diminution par rapport aux 48 dossiers de l'année précédente. Il est question de grooming lorsqu'un adulte sollicite

un mineur sur Internet avec des intentions sexuelles. Il peut par exemple chercher à obtenir un rendez-vous avec le mineur afin d'abuser sexuellement de lui, d'obtenir des images à caractère sexuel ou d'avoir des conversations à caractère sexuel. Le fait que le groomer parvienne ou non à ses fins n'est pas pertinent, ni pour Child Focus dans le cadre du traitement du dossier ni pour les instances judiciaires, puisque le grooming est punissable depuis 2014. La plupart des victimes sont âgées de 13 à 15 ans. Dans la toute grande majorité de nos dossiers, la victime est une fille. Il est frappant de constater que dans ce type de dossiers, ce ne sont jamais les jeunes qui nous contactent eux-mêmes, mais presque toujours un parent qui a par exemple découvert des conversations problématiques en ligne, sur le smartphone ou l'ordinateur portable de l'enfant. Il est évident que de nombreux cas de grooming ne sont pas rapportés.

### **Sexting : une pratique qui dérape encore trop souvent**

« Sexting » est un mot-valise composé des termes anglais « sex » et « texting », qui signifient respectivement « sexe » et « SMS ». Il fait référence aux jeunes qui envoient des photos d'eux-mêmes dénudés ou dans des poses sexy, par SMS, e-mail, webcam ou d'autres moyens de communication. Si le jeune agit de son plein gré et si les images ne sont pas diffusées



ensuite à son insu, le sexting n'est pas forcément problématique. L'évolution de nos chiffres démontre que la diffusion non souhaitée d'images sexuelles envoyées au départ de manière volontaire est hélas encore beaucoup trop fréquente : en 2016, Child Focus a reçu 128 demandes relatives au sexting, soit deux fois plus qu'en 2015, lorsque 62 dossiers avaient été ouverts. En 2017, la Fondation a ouvert 135 dossiers relatifs à du sexting problématique. L'augmentation de nos chiffres concernant ce phénomène s'explique par la couverture médiatique du lancement du site [sexting.be](http://sexting.be) améliorant encore la visibilité de notre action en la matière. Le site, pour l'instant uniquement en néerlandais, sera traduit en français au cours de l'année 2018.

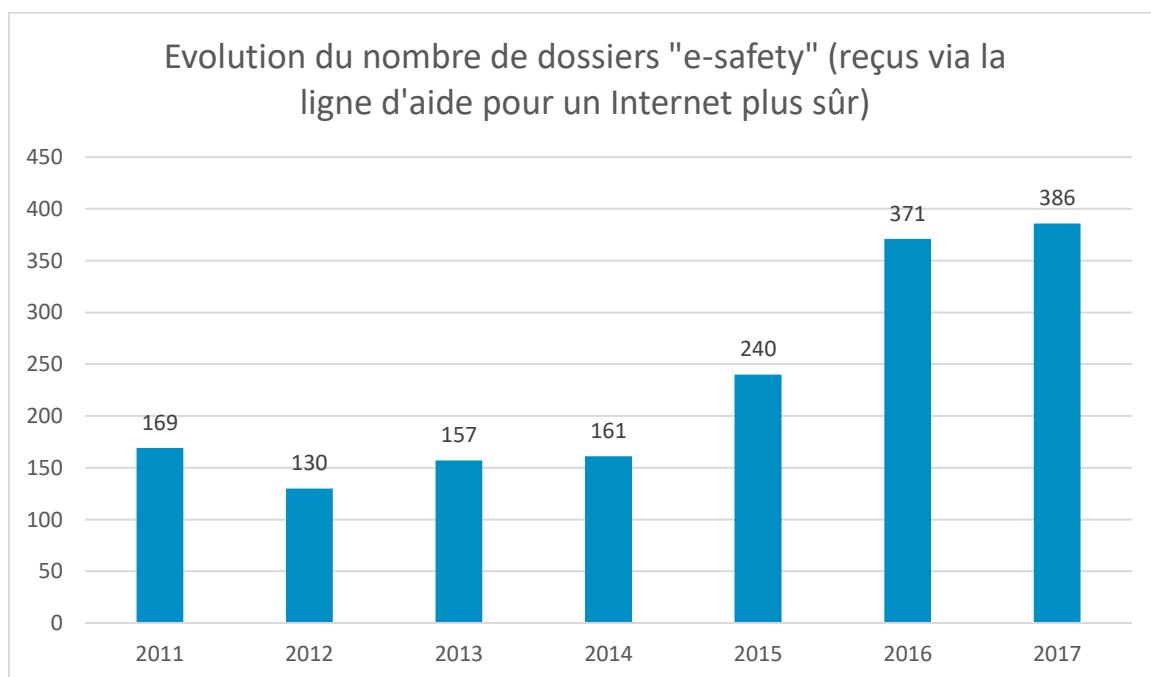
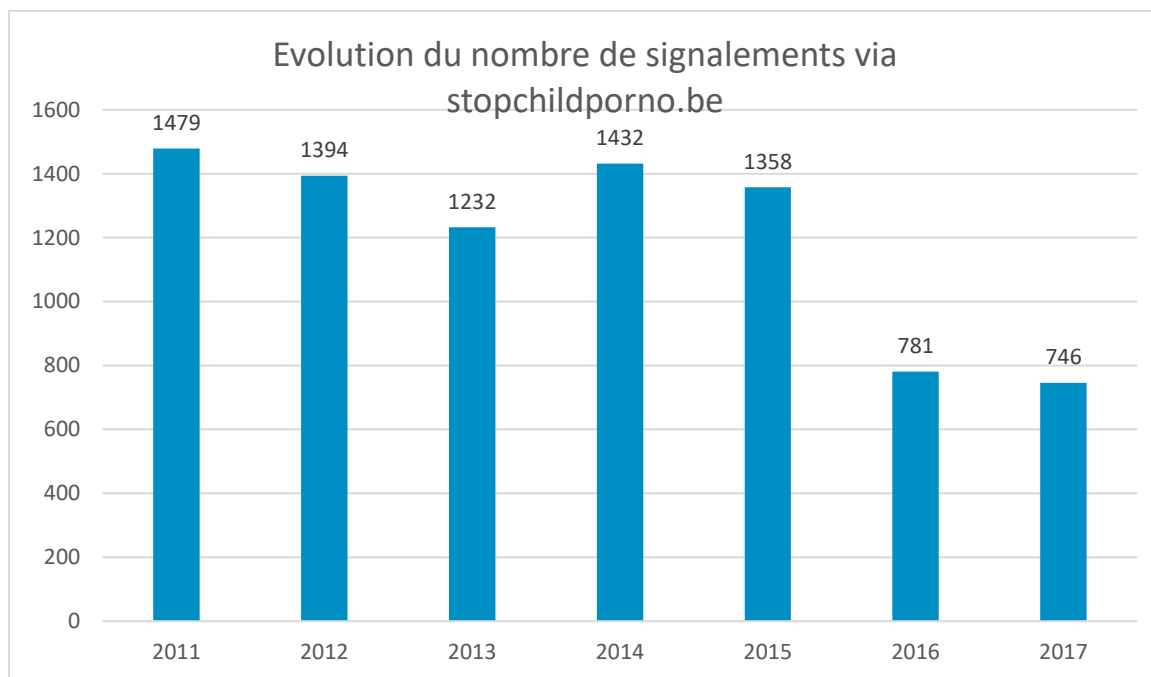
Comme en 2016, ce sont souvent les parents qui prennent contact avec nous (43 %). En 2017, nous nous réjouissons toutefois de l'augmentation du nombre de jeunes qui nous contactent dans le cadre de sexting problématique : de 13 % en 2016 à 22 % en 2017. Cette évolution positive démontre que nos efforts pour toucher les jeunes portent leurs fruits. Ces images sont principalement diffusées sur Facebook et Snapchat. Grâce à ses contacts privilégiés avec des réseaux sociaux comme Facebook, Twitter, Ask.fm., Child Focus peut intervenir rapidement dans le cadre de situations embarrassantes sur Internet. Dans les cas les plus graves, nous pouvons par exemple prendre contact rapidement avec ces sites. Nous avons d'ailleurs eu recours à cette possibilité à plusieurs reprises en 2017. Compte tenu de la multiplication des réseaux sociaux, ce lien avec l'industrie du web est de plus en plus important.

### **Sextortion : les filles ne sont plus épargnées**

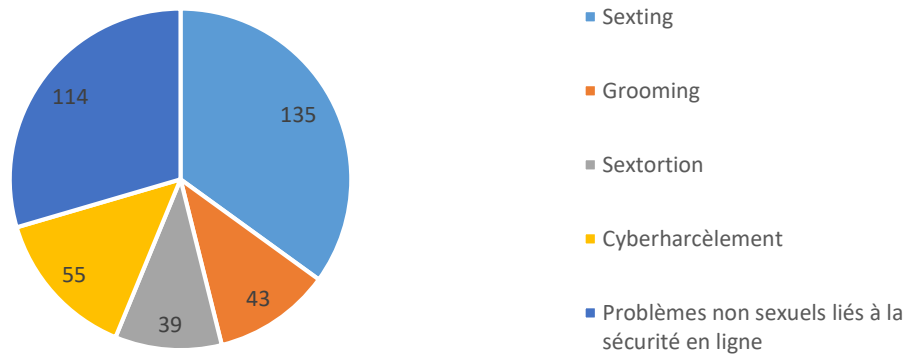
Le terme « sextortion » désigne une situation où des jeunes sont victimes de chantage, généralement par des organisations criminelles étrangères, qui les menacent de diffuser des photos ou des vidéos compromettantes. Sans réfléchir, ces jeunes accordent leur confiance à une personne mal intentionnée et lui envoient des photos ou des vidéos d'eux dénudés. Les maîtres chanteurs dévoilent ensuite leur vraie nature et exigent de l'argent, en menaçant leurs victimes d'envoyer ces images à leurs amis ou à leur famille en cas de refus. En 2017, Child Focus a reçu 39 signalements de sextortion contre 41 en 2016. Il est frappant de constater

que si l'année dernière, la majorité des victimes étaient des garçons âgés de 15 à 17 ans, cette année, 10 victimes étaient des filles. Les âges sont également plus diversifiés puisqu'il y a eu autant de victimes dans la catégorie des 13-14 ans que dans celle des 15-18 ans. Child Focus aide le jeune et les parents à trouver une solution, les soutient dans leurs démarches auprès de la police et leur donne des conseils qui permettent de renforcer la sécurité en ligne.

## Graphiques



### Dossiers "e-safety" reçus via notre ligne d'aide pour un Internet plus sûr (116 000)



[Infos générales »](#)